

DROIT



ACTION  
PUBLIQUE

# Dictionnaire d'administration publique

Sous la direction  
de Nicolas Kada  
et Martial Mathieu



DROIT



ACTION  
PUBLIQUE

**Qu'est-ce que l'administration publique? Ce dictionnaire réunit plus de 300 mots-clés pour comprendre les rouages de l'action publique.**

D'« académie » à « zonage », en passant par « européanisation », « métropole » ou « puissance publique », les notions et concepts présentés dans ce dictionnaire permettent de comprendre les caractères de l'administration publique et d'apprécier les défis auxquels elle est confrontée.

Près de 90 auteurs, spécialistes de nombreuses disciplines (droit, histoire, économie, gestion, science politique, sociologie, etc.) ont contribué à cet ouvrage. Par l'enrichissement réciproque de ces diverses approches, ce dictionnaire brosse un portrait de l'administration publique nourri des apports les plus récents de la recherche.

Cette œuvre ambitieuse, totalement inédite, originale par son objet et par sa méthode, sera utile à tous les acteurs et futurs acteurs de la fonction publique, qu'elle soit étatique ou territoriale. Plus largement encore, ce dictionnaire est destiné à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire, aux principes et aux manifestations de l'action publique.

Nicolas Kada  
et Martial Mathieu  
sont professeurs  
à la Faculté de droit  
de l'Université  
Grenoble-Alpes.



Presses universitaires de Grenoble  
BP 1549 - 38025 Grenoble cedex 1  
ISBN 978-2-7061-2195-1



Sous la direction de Nicolas Kada et Martial Mathieu

**DICTIONNAIRE  
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Presses universitaires de Grenoble

LA COLLECTION **DRIT ET ACTION PUBLIQUE**  
EST DIRIGÉE PAR NICOLAS KADA.

DANS LA MÊME COLLECTION

J.-C. Froment et M. Kaluszynski, *L'administration pénitentiaire face aux principes de la nouvelle gestion publique. Une réforme en question(s)*, 2011

N. Kada (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'état*, 2011.

M. Mathieu (textes réunis par), *Droit naturel et droits de l'homme. Actes des Journées internationales de la Société d'histoire du droit Grenoble-Vizille, 27-30 mai 2009*, 2011.

J.-C. Froment (dir.), *Administration et politique : une pensée critique et sans frontières. Dialogues avec et autour de Jean-Jacques Gleizal*, 2009.

N. Kada (dir.), *L'intérêt public local, regards croisés sur une notion juridique incertaine*, 2009.

J.-C. Froment et M. Kaluszynski (dir.), *Justice et technologies*, 2006.

M.-J. Bernard et M. Carraud (dir.), *Justice et démocratie en Amérique Latine*, 2005.

J.-C. Froment, J.-J. Gleizal et M. Kaluszynski (dir.), *Les États à l'épreuve de la sécurité*, 2003.



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Création de couverture : Corinne Tourasse

Maquette intérieure : Catherine Jellouli

© Presses universitaires de Grenoble, octobre 2014

5, place Robert-Schuman

BP 1549 – 38025 Grenoble cedex 1

pug@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-2195-1 (ebook PDF)

L'ouvrage papier est paru sous la référence ISBN 978-2-7061-2137-1

## AVANT-PROPOS

---

**Nicolas Kada**, professeur de droit public, directeur du CERDHAP

**Martial Mathieu**, professeur d'histoire du droit, directeur adjoint du CERDHAP

La publication d'un *Dictionnaire d'administration publique* peut soulever un certain nombre d'interrogations : *En quoi l'administration publique mérite-t-elle un tel inventaire ? Quel sens revêt ce dictionnaire ? Quelle est la philosophie qui anime ses (nombreux) contributeurs et selon quelle méthode a-t-il été conçu ? Quel apport en attendre ?* C'est à ces différentes questions que les lignes qui suivent ont pour objet de répondre, en présentant la démarche originale qui a présidé à la réalisation de cet ouvrage. En effet, à travers un objet pluridisciplinaire, le Centre d'études et de recherche sur le droit, l'histoire et l'administration publique (CERDHAP) a entendu faire preuve d'une ambition maîtrisée et donner vie à un projet inédit qui appelle à être sans cesse renouvelé.

### UN OBJET PLURIDISCIPLINAIRE

Si l'*administration publique* peut paraître un thème d'étude aussi austère qu'abscons, elle n'en représente pas moins un véritable objet d'étude qui transcende les approches disciplinaires classiques. Or, le croisement de ces regards autour d'une logique d'objet constitue justement la marque de fabrique du CERDHAP. En effet, si les activités du centre de recherche s'inscrivent au sein de la faculté de droit de Grenoble, elles ont toujours été inspirées par la conviction qu'une recherche féconde implique le dépassement des cloisonnements disciplinaires. Sans remettre en cause les spécificités de chaque discipline, la démarche du CERDHAP consiste à combiner les approches disciplinaires autour d'un objet commun, afin de permettre un enrichissement réciproque des grilles d'analyse.

Il n'est donc pas étonnant que le projet d'un *Dictionnaire d'administration publique* ait été lancé par le professeur Jean-Charles Froment, alors

qu'il était directeur du laboratoire. À son initiative, une équipe s'est formée, composée d'enseignants-chercheurs et de doctorants, qui a permis la maturation du projet scientifique et qui a organisé sa mise en œuvre. Autour du noyau formé par les membres du CERDHAP, le chantier de la rédaction du *Dictionnaire d'administration publique* a bénéficié de la collaboration d'un large réseau de chercheurs, qui ont accepté de contribuer au projet en rédigeant une ou plusieurs notices. L'ouvrage compte ainsi plus de quatre-vingts auteurs, représentant la diversité des champs disciplinaires que croise l'objet « administration publique » : droit public, droit privé et sciences criminelles, histoire du droit et des institutions, science politique, économie, gestion, sociologie, géographie, etc. À chacun et à chacune, les responsables scientifiques du *Dictionnaire* souhaitent exprimer leur vive gratitude, pour avoir accepté de se soumettre aux contraintes encadrant la rédaction des notices.

## UNE AMBITION MAÎTRISÉE

Embrassant toutes les dimensions de l'administration publique, l'objet du *Dictionnaire* paraît démesurément étendu et sa réalisation représentait un objectif difficile à atteindre. Pourtant, pas plus que Maurice Block dans le *Dictionnaire de l'administration française* qu'il publiait en 1856, l'équipe du CERDHAP n'a prétendu « épuiser une matière inépuisable ». Des choix méthodologiques ont été faits, afin de garder l'ouvrage dans des proportions raisonnables. Il a ainsi été décidé de privilégier le cadre français, sans s'interdire quelques comparaisons ou ouvertures internationales lorsqu'elles apparaissent éclairantes. Dans cette même optique, la rédaction du *Dictionnaire* a été encadrée par deux bornes complémentaires : la limitation du nombre des entrées et la limitation du volume de chaque notice.

Pour sélectionner les mots ou les expressions devant faire l'objet d'une notice, un double critère a été appliqué : leur pertinence a été appréciée au regard de leur caractère fondamental dans le champ de l'administration publique et au regard de l'actualité des questions qu'ils soulèvent. Un grand nombre de notions ont dû être écartées, à regret, mais elles figurent dans l'index thématique situé en fin d'ouvrage, avec des renvois aux entrées sous lesquelles ces notions sont abordées.

Pour ne pas dépasser le format assigné à l'ouvrage, un cadre strict a été imposé aux auteurs pour chaque notice. Conformément à l'objet d'un

dictionnaire, les notices offrent une définition synthétique et exposent les éléments essentiels de la notion présentée. Elles n'ont pas l'ambition de fournir une analyse détaillée de ces questions. Elles se contentent de les formuler et de les éclairer en les situant dans un contexte tracé de manière synthétique mais évocatrice, grâce à la maîtrise et à l'expertise des auteurs. Chaque notice offre ainsi une introduction substantielle à la question traitée, introduction que le lecteur est invité à approfondir grâce aux indications bibliographiques données par les auteurs (à la suite du texte de chaque notice).

## UN PROJET VIVANT

Parce que l'approche scientifique de l'administration publique est plurielle et évolutive, ce *Dictionnaire* ne saurait être envisagé comme une appréhension définitive et incontestable de son objet. Reflet du caractère fondamentalement collectif de la « fabrique des savoirs », il offre une mosaïque de définitions, dont certaines procèdent d'une approche particulière ou révèlent une pensée originale sur leur objet, quand d'autres pourront apparaître beaucoup plus consensuelles. De même, si la contribution des historiens du droit permet de relativiser les innovations juridiques ou institutionnelles que le juriste se plaît à analyser, le regard que l'on peut porter en 2014 sur l'administration publique est susceptible d'évolutions.

Conscients des limites du travail accompli, les chercheurs du CERDHAP restent mobilisés autour d'un projet qui porte encore de nombreuses promesses. Parmi les voies restant à explorer, la première dans laquelle il leur faut s'engager est celle de l'approche internationale de l'administration publique (autre marque de fabrique du laboratoire). Afin d'offrir une vue d'ensemble des différents modèles administratifs nationaux et régionaux dans un ouvrage permettant leur analyse comparée et retraçant les interactions qui les relient (notamment sous la forme des transferts institutionnels), le CERDHAP peut s'appuyer sur un large réseau de partenaires étrangers. Ainsi replacée dans le contexte international, la présentation de l'administration publique française bénéficiera d'un éclairage supplémentaire, permettant de souligner, mais aussi parfois de ramener à sa juste dimension ce qui peut apparaître comme une spécificité nationale. En attendant de franchir cette seconde étape, l'équipe du CERDHAP se réjouit de pouvoir proposer dans le présent *Dictionnaire* un état des lieux dont elle sait les limites, mais dont elle espère qu'il constituera une contribution utile à une meilleure compréhension de l'administration publique française.





## LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

---

AFDA	Association française pour la recherche en droit administratif
AJDA	<i>Actualité juridique. Droit administratif</i>
AJFP	<i>Actualité juridique. Fonctions publiques</i>
<i>Ann. réadapt. méd. phys.</i>	<i>Annales de réadaptation et de médecine physique</i>
ARRICOD	Association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales
art.	article
ASH	<i>Actualités sociales hebdomadaires</i>
CAA	Cour administrative d'appel
<i>Cah. fonc. pub.</i>	<i>Cahiers de la fonction publique et de l'administration</i>
CDG	Centre de gestion
CE	Conseil d'État
CEREQ	Centre d'études et de recherches sur les qualifications
<i>cf.</i>	<i>confer</i>
CESEDA	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
CHEFF	Comité pour l'histoire économique et financière de la France
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CPCCAF	Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
DATAR	Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale
DF	Documentation française
dir.	sous la direction de

Doc. fr.	Documentation française
<i>Droits</i>	<i>Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de cultures juridiques</i>
ECPAD	Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense
EDCE	Études et documents du Conseil d'État
EHESS	École des hautes études en sciences sociales
EMS	Éditions management et société
EN3S	École nationale supérieure de sécurité sociale
ENA	École nationale d'administration
fasc.	fascicule
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques
<i>GAJA</i>	<i>Grands arrêts de la jurisprudence administrative</i>
GRALE	Groupeement de recherche sur l'administration locale en Europe
GRIDAUH	Groupeement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat
HMH	Hurtubise Mame Hatier
IEP	Institut d'études politiques
IIAP	Institut international d'administration publique
INET	Institut national des études territoriales
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRA	Institut régional d'administration
IRD	Institut de recherche pour le développement
JADT	Journées internationales d'analyse statistique des données textuelles
<i>JCP</i>	<i>La Semaine juridique</i>
<i>JCP A</i>	<i>La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales</i>
<i>JO(RF)</i>	<i>Journal officiel (de la République française)</i>

# LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

LGDJ	Librairie générale de droit et de jurisprudence
LGF	Librairie générale française
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances
<i>LPA</i>	<i>Les Petites Affiches</i>
MAP	Modernisation de l'action publique
MAPDP	Mutations de l'action publique et du droit public
<i>Mél.</i>	<i>Mélanges</i>
PU	Presses universitaires
PUAM	Presses universitaires d'Aix-Marseille
PUF	Presses universitaires de France
PUG	Presses universitaires de Grenoble
PULIM	Presses universitaires de Limoges
PUO	Presses universitaires d'Orléans
PUR	Presses universitaires de Rennes
<i>RDA</i>	<i>Revue de droit d'Assas</i>
<i>RDI</i>	<i>Revue de droit immobilier</i>
<i>RDP</i>	<i>Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger</i>
<i>Rec. Lebon</i>	<i>Recueil Lebon. Recueil des décisions du Conseil d'État</i>
<i>Rép. Dalloz</i>	<i>Répertoire Dalloz</i>
req.	requête
<i>Rev. Adm.</i>	<i>Revue administrative</i>
<i>Rev. Dr. Publ.</i>	<i>Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger</i>
<i>RFAP</i>	<i>Revue française d'administration publique</i>
<i>RFDA</i>	<i>Revue française de droit administratif</i>
<i>RFDC</i>	<i>Revue française de droit constitutionnel</i>
<i>RFFP</i>	<i>Revue française de finances publiques</i>
<i>RFSP</i>	<i>Revue française de science politique</i>
<i>RGD</i>	<i>Revue générale du droit</i>
RGPP	Révision générale des politiques publiques

<i>RLCT</i>	<i>Revue Lamy des collectivités territoriales</i>
<i>RRJ</i>	<i>Revue de la recherche juridique</i>
SEDES	Société d'édition d'enseignement supérieur
SFDI	Société française pour le droit international
SGAE	Secrétariat général aux affaires européennes
TA	Tribunal administratif
TC	Tribunal des conflits

## LISTE DES CONTRIBUTEURS

---

**Jean-Luc Albert**, professeur de droit public (Université d'Auvergne – Clermont 1).

**Bernard Aminot**, doctorant en histoire du droit (Université Panthéon-Assas – Paris 2).

**Maxime Arbet**, docteur en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Vida Azimi**, directrice de recherche au CNRS (Université Panthéon-Assas – Paris 2, CERSA (UMR 7106)).

**Alexis Baron**, directeur général adjoint solidarités, éducation et mobilités (conseil général de l'Ardèche), chercheur associé au CERDHAP; formateur auprès d'étudiants de professionnels et d'élus locaux dans le champ de l'action sociale et médico-sociale.

**Marie-Laure Basilien-Gainche**, professeure de droit public (Université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Séverine Bellina**, directrice de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (Paris).

**Hafida Belrhali-Bernard**, professeure de droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Chahrazed Ben Hamida**, assistante en droit public à Isitcom Hammam-Sousse (Université de Sousse, Tunisie).

**Nicolas Bernard**, doctorant en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Philippe Blachèr**, professeur de droit public (Université Jean-Moulin – Lyon 3), directeur de l'équipe de droit public (EA 666).

**Pierre Bonin**, professeur d'histoire du droit (Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne).

**Michèle Boubay-Pagès**, maître de conférences de droit public, membre de l'Idetcom (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Jean-François Boudet**, maître de conférences HDR en droit public (Université Paris Sorbonne Cité-Paris Descartes, CERSA-CNRS).

**Marc Bouvet**, professeur d'histoire du droit (Université d'Angers).

**Sébastien Brameret**, maître de conférences en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Zérah Bremond**, doctorant en droit public (Université Montpellier 1, CERCOP ; Université Grenoble-Alpes).

**Marie-France Brun-Jansem**, maître de conférences honoraire en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Laurence Calandri**, maître de conférences en droit public (Université Toulouse 1 – Capitole).

**David Carassus**, professeur de gestion (IAE Pau-Bayonne).

**Damien Catteau**, maître de conférences en droit public (Université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Ludovic Chan-Tung**, maître de conférences en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Claire Courtecuisse**, maître de conférences en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Florence Crouzatier-Durand**, maître de conférences HDR en droit public (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Nadine Dantonel-Cor**, maître de conférences en droit public (Université de Lorraine).

**Élisabeth Dau**, responsable de programme (Institut de recherche et débat sur la gouvernance, Paris).

**Jean-François Davignon**, professeur émérite de droit public (Université Grenoble-Alpes) (CERDAP).

**Philippe Delaigue**, maître de conférences HDR en histoire du droit (Université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Nathalie Devèze-Sanson**, docteur en droit public (Université de Picardie Jules Verne, CURAPP-ESS (UMR 7319)).

**Philippe Didier**, professeur émérite d'histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**François Dieu**, professeur de sociologie (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Bruno Domingo**, consultant-formateur (Sciences Po Toulouse et Association Française de criminologie).

**Laurence Dumoulin**, chargée de recherche en science politique (CNRS, Institut des sciences sociales du Politique (ISP), ENS de Cachan et PACTE, IEP Grenoble).

**Renaud Epstein**, maître de conférences en science politique (Université de Nantes, Laboratoire Droit et Changement Social).

**Jacques Fialaire**, professeur de droit public (Université de Nantes), co-directeur du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE-CNRS).

**Bénédicte Fischer**, maître de conférences en droit public (Université de Grenoble-Alpes)

**Frédérique Fiechter-Boulevard**, maître de conférences en droit privé (Université de Grenoble-Alpes).

**Claire de Galember**, chargée de recherche (CNRS, Institut des sciences sociales du Politique (ISP), ENS de Cachan).

**Chrystelle Gazeau**, maître de conférences en histoire du droit (Université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Claude Gilbert**, directeur de recherche émérite au CNRS, PACTE (Institut d'études politiques de Grenoble).

**Gilles J. Guglielmi**, professeur de droit public (Université Panthéon-Assas).

**Nicolas Guillet**, maître de conférences de droit public (Université du Havre – Normandie Université).

**Laetitia Guilloud-Colliat**, professeur de droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Didier Guignard**, maître de conférences en droit public (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Anne-Sophie Gorge**, attaché territorial principal, responsable de secteur à la Direction personnes âgées – personnes handicapées (conseil général des Bouches-du-Rhône).

**Annie Héritier**, maître de conférences HDR en droit public (Université Lumière – Lyon 2).

**Amélie Imbert**, maître de conférences en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Sylvie Joubert**, maître de conférences en droit public (Université d'Evry).

**Nicolas Kada**, professeur de droit public (Université Grenoble-Alpes), directeur du CERDHAP (EA 1963).

**Mathilde Kernéis-Cardinet**, chercheure associée CUREJ (Université de Rouen).

**Geneviève Koubi**, professeur en droit public (Université Paris 8, CERSA-CNRS UMR 7106).

**Romain Lajarge**, maître de conférences en géographie (Université Grenoble-Alpes (UJF-IGA)), directeur de PACTE-Territoires.

**Sébastien Le Gal**, maître de conférences en histoire du droit (Université Reims Champagne-Ardenne).

**Marc Leroy**, professeur de sociologie (Université Reims Champagne-Ardenne), directeur des études du CRDT.

**Pierre Marin**, vice-président de la Société française de finances publiques.

**Martial Mathieu**, professeur d'histoire du droit (Université Grenoble-Alpes), directeur adjoint du CERDHAP (EA 1963).

**Patricia Mathieu**, maître de conférences en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Anthony Mergey**, professeur d'histoire du droit (Université de Rennes 1), directeur du Centre d'histoire du droit (IODE – UMR CNRS 6262).

**Grégory Mollion**, maître de conférences en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Camille Morio**, doctorante en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Herrick Mouafo**, doctorant en droit public (Université de Grenoble-Alpes).

**Sophie Nadal**, maître de conférences HDR en droit privé et sciences criminelles (Université de Cergy-Pontoise (LEJEP)).

**Bertrand Nuret**, avocat spécialiste en droit public, membre du Laboratoire CRJ Pothier (Université d'Orléans).

**Cirille Nyeck**, doctorant en administration publique (Université Grenoble-Alpes).



**Henri Oberdorff**, professeur émérite de droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Anne-Marie Oliva**, maître de conférences en droit public (Université Toulouse 1 – Capitole).

**François Paysant**, maître de conférences en médecine (Université Grenoble-Alpes).

**Jean-Baptiste Pierchon**, maître de conférences en histoire du droit (Université du Maine).

**Laëtitia Pierry**, chercheure au Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes (Université Grenoble-Alpes), membre associée du Centre de droit constitutionnel (Lyon 3).

**Jean-Luc Pissaloux**, professeur de droit public (Université de Bourgogne).

**Jean-Marie Pontier**, professeur de droit public (Université d'Aix-Marseille).

**Guillaume Protière**, maître de conférences HDR en droit public (Université Lumière – Lyon 2)

**Serge Regourd**, professeur de droit public (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Roland Ricci**, professeur de droit public (Université Paris 13-Sorbonne Paris Cité).

**Pascal Roggero**, professeur de sociologie (Université Toulouse 1 – Capitole).

**Raphaël Romi**, professeur de droit public (Université de Nantes).

**Sylvain Roussel**, doctorant en histoire du droit (Université Grenoble-Alpes),

**Anne-Laure Saint-Dizier**, administratrice au Sénat.

**Damien Salles**, professeur d'histoire du droit (Université Grenoble-Alpes).

**Sébastien Saunier**, professeur de droit public (Université Montesquieu Bordeaux 4).

**Virginie Scolan**, professeur de médecine (Université Grenoble-Alpes et CHU de Grenoble).

**Marie-Christine Steckel-Assouère**, maître de conférences HDR en droit public (Université de Limoges).

**Christophe Sinnassamy**, haut fonctionnaire, membre de l'équipe de droit public (EA 666) (université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Hande Tek-Turan**, professeure-assistante (Université de Yeditepe, Istanbul, Turquie).

**Christophe Testard**, doctorant en droit public (Université Jean-Moulin – Lyon 3).

**Céline Torrissi**, doctorante en droit public (Université de Grenoble-Alpes).

**Léo Vanier**, doctorant en droit public (Université Grenoble-Alpes).

**Claudine Viard**, maître de conférences en droit public (Université de Cergy-Pontoise).

**Olivier Viboud**, fonctionnaire territorial à la mairie de Morzine.

**Karl-Henri Voizard**, maître de conférences en droit public (Université Toulouse 1 – Capitole, CUFR J.-F. Champollion, Membre de l'IDETCOM (EA 785)).

**Philippe Yolka**, professeur de droit public (Université Grenoble-Alpes).

## ACADÉMIE

L'académie est une circonscription administrative spéciale de l'Éducation nationale dirigée par un recteur. Instauré par le décret impérial du 17 mars 1808, le découpage académique correspondait au siège des cours d'appel, soit vingt-neuf académies. Depuis cette date, leur nombre a fluctué en fonction des régimes politiques. Si, sous la première et la seconde Restaurations, peu de modifications sont opérées, la Deuxième République réduit leur nombre à vingt en 1848. En six années, les académies vont connaître plusieurs changements : la loi Falloux du 15 mars 1850 crée une académie par département (soit quatre-vingt-six au total), puis la loi du 14 juin 1854 découpe le territoire en seize « grandes académies ». Ce modèle va perdurer jusqu'en 1961. En effet, pour réduire la taille des plus grandes académies (à l'image de celles de Lille ou de Paris), qui ne permet pas une politique rectorale efficace, de nouvelles académies apparaissent dans le paysage français : Orléans et Reims en 1961, Amiens et Rouen

en 1964, Limoge et Nice en 1965, la Corse en 1975, pour la France métropolitaine. Concernant les départements d'outre-mer, « l'académie des Antilles et de la Guyane » est créée en 1973. Elle regroupe la Guadeloupe, la Guyane et les Antilles jusqu'à leur séparation en trois circonscriptions distinctes en 1996. L'île de la Réunion obtiendra sa propre académie en 1984.

Actuellement, il existe vingt-six académies dans la métropole (art. R. 222-1 C. éduc.) et quatre en outre-mer (art. R. 222-8). La plupart de ces circonscriptions administratives correspondent au découpage des régions, à l'exception de l'Île-de-France (académies de Paris, Créteil et Versailles), de Provence-Alpes-Côte d'Azur (académies d'Aix-Marseille et de Nice) et de Rhône-Alpes (académies de Lyon et de Grenoble). Chaque académie est composée de deux zones de desserte : les secteurs scolaires avec un collège sauf exception et les districts scolaires pour le lycée (art. D. 211-10 al. 1 et 2). Toutefois, ledit article,

en son alinéa 3 prévoit que pour des enseignements ou spécialités professionnelles, la desserte peut être nationale ou correspondant à plusieurs académies. Cette sectorialisation, instituée depuis 1963, a été libéralisée par deux notes ministérielles du 4 juin 2007 et du 2 avril 2008 portant suppression de la carte scolaire et un décret du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique. Ce système de dérogation avait pour objectif de permettre aux élèves, « sur autorisation du directeur

académique des services de l'Éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie », de changer de zone de desserte, dans la limite des places disponibles. Si ces dispositions reconnaissent une liberté aux familles quant au choix de l'établissement, le risque à terme pourrait se situer dans une forme de ghettoïsation de certaines zones de desserte, comme le souligne la Cour des Comptes dans un rapport du 3 novembre 2009.

**S. Roussel**

● **BIBL.**

*Code de l'éducation commenté 2013*, Dalloz, 7<sup>e</sup> éd., 2012 ; J.-F. Condette (dir.), *Les recteurs, deux siècles d'engagement pour l'École (1808-2008)*, PUR, 2009 ; J.-F. Condette, H. Legohérel (dir.), *Le recteur d'académie deux cents ans d'histoire*, Cujas, 2008 ; J.-P. Obin, A. Van Zanten, *La carte scolaire*, PUF, « Que Sais-je ? », 2<sup>e</sup> éd., 2010 ; R. Périé, J. Simon, *Organisation et gestion de l'Éducation nationale*, Berger-Levrault, 1997.

● **VOIR AUSSI** : Consulat et Empire – Éducation – Instruction publique (ministère de l') – Université.

## ACCÈS AU SERVICE PUBLIC

L'accès au service public désigne le fait de bénéficier d'un service public. L'accès peut être effectif ou potentiel. Il est lié à la qualité d'usager.

L'accès effectif au service entraîne la qualification de celui qui en bénéficie d'usager effectif. Cela entraîne l'application du statut d'usager proprement dit et les droits, contraintes et obligations qui s'y rattachent.

L'accès potentiel au service public donne lieu, schématiquement, à deux

cas de figure. Dans le premier cas, la personne peut et veut, simultanément, bénéficier du service. Elle est alors candidat usager. À ce titre, elle dispose d'un droit d'égal accès au service. Cette égalité vaut entre tous les candidats usagers étant dans la même situation juridique. Par exemple, la jurisprudence administrative admet que les résidents d'un hameau isolé d'une agglomération ne se trouvent pas dans la

publique/privée; impôt; modernisation de l'action publique; réforme de l'Etat; rentabilité; sécurité sociale; service public.

**Trésorier:** comptabilité publique; comptable public; Cour des comptes; denier public; dette publique; gestion publique/privée; impôt; Loi organique aux Lois de finances; ordonnateur.

**Tri:** collectivité territoriale; décentralisation; environnement.

**Tribunal administratif:** acte; action publique; administré; agent public; autorité; Conseil d'Etat; discipline; droits et libertés des fonctionnaires; dualité de juridiction; établissement public; Etat de droit; Etat; élection; gestion publique/privée; juridiction; justice administrative; libertés publiques; marché public; mesure d'ordre intérieur; ordre public; procédure; recours; service public.

**Tribunal administratif:** Juridiction; Justice administrative.

**Tribunal des conflits:** acte; action publique; administré; agent public; autorité; Conseil d'Etat; discipline; droits et libertés des fonctionnaires; dualité de juridiction; établissement public; Etat de droit; Etat; élection; gestion publique/privée; juridiction; justice administrative; libertés publiques; marché public; mesure d'ordre intérieur; ordre public; procédure; recours; service public.

**Tutelle:** bureaucratie; compétence; déconcentration; gestion publique/privée; hiérarchie; ministre; modes de gestion des services publics; ordre; Premier ministre; pouvoirs.

**Type de légitimité:** bureaucratie; élection; élu; élite administrative; état de droit; démocratie; hiérarchie; légalité; légitimité; mérite; pouvoir.

## U

**Uniformité:** bureaucratie; centralisation; décentralisation; déconcentration; démocratie; égalité; jacobinisme; monarchie administrative; monopole.

**Unilatéralité:** acte; autorité; circulaire; codification; décision (publique); droit administratif; gestion publique/privée; mode de gestion des services publics; monarchie administrative; monopole; ordre public; pouvoir; puissance publique; règlement; réglementation; sanction; souveraineté.

**Union européenne:** affaires étrangères; commission; directive; droit de l'Union européenne; européanisation; Etat; souveraineté.

**Unité d'Enseignement et de Recherche:** académie; action publique; concours; déconcentration; droits et libertés des fonctionnaires; éducation; enseignement supérieur; fonction publique; fonctionnaire; formation; recteur; service public.

**Unité de Formation et de Recherche:** académie; action publique; concours; déconcentration; droits et libertés des fonctionnaires; éducation; enseignement supérieur; fonction publique; fonctionnaire; formation; recteur; service public.

**Université:** autonomie; contrat; doyen; éducation; enseignement supérieur; faculté (université); recteur; service public.

**Université impériale napoléonienne:** Instruction publique (ministère de).

**Urbanisme:** acte; aménagement du territoire; développement durable; environnement; procédure; urbanisme; zonage.

**Urgence:** acte; action publique; circonstances exceptionnelles; crise; décision (publique); Etat de droit; législation d'exception; libertés publiques; ordre public; puissance publique; procédure; résilience; risque; sécurité intérieure; sécurité.

**Usager:** accès (au service public); administré; client; continuité; égalité; neutralité; prestation; redevance; service public.

**Utilisation des sols:** aménagement du territoire; développement durable; environnement; équipement; territorialisation; urbanisme; zonage.

**Utilité publique:** action publique; aménagement du territoire; autorité; concertation; décision publique; environnement; enquête publique; Etat de droit; évaluation; précaution; procédure; recours; urbanisme.

## V

**Valeur:** charte (au sein des services publics); citoyen; démocratie; déontologie; droits et libertés des fonctionnaires; éducation; égali-

té; intérêt général; laïcité; libertés publiques; neutralité; qualité; efficacité; efficience; performance; république; transparence.

Validation des Acquis et de l'Expérience: académie; action publique; concours; CNFPT; droits et libertés des fonctionnaires; ENA; éducation; enseignement supérieur; fédération sportive; fonction publique; fonctionnaire; formation; gestion des ressources humaines (GRH); INET; recteur; service public; statut.

Validité: acte; action publique; autorité; compétence; décision publique; droit administratif; Etat de droit; faute; formalisme; gestion publique/privée; juridiction; justice administrative; légitimité; libre administration; mesure d'ordre intérieur; mode de gestion des services publics; procédure; transparence.

**Vénalité des offices**: commissaire (Ancien Régime); monarchie administrative; officier (Ancien Régime).

Victime: accès (au service public); association; criminalité; juridiction; pénitencier (administration); prévention (de la délinquance).

Vie privée: charte; CADA, CNIL; communication; déontologie; libertés publiques; secret.

Vigilance: information; mode de gestion des services publics; nouvelle gestion publique; prévention (de la délinquance); risques; sécurité; sécurité intérieure.

Violation: acte; arbitrage; corruption; criminalité; décision (publique); faute; juridiction; ordre

public; police nationale; prévention (de la délinquance); règlement; réglementation; sanction.

Violence: acte; action publique; agent public; charte (au sein du service public); déontologie; gendarmerie nationale; habilitation; manifestation publique; mesure d'ordre intérieur; ordre public; police nationale; pouvoir; prévention (de la délinquance); puissance publique; raison d'Etat; souveraineté.

Violence légitime: agent public; autorité; Etat de droit; Etat; étatisation; gendarmerie nationale; pénitencier (administration), police nationale; ordre public; puissance publique; prévention (de la délinquance); sécurité intérieure; sécurité.

Visas: acte; autorité; compétence; Conseil d'Etat; décision (publique); discipline; démocratie; droit administratif; Etat de droit; légalité; mesure d'ordre intérieur; modernisation de l'action publique; pouvoir; procédure; puissance publique; règlement; réglementation; transparence.

Voie de fait: faute; juridiction; justice administrative; sanction.

Vote électronique: acte; citoyen; commune; Conseil d'Etat; démocratie; déontologie; élection; élus; Etat de droit; libertés publiques; justice administrative; légitimité; maire; préfet de département; pouvoir; procédure.

## X

Xénophobie: asile; défenseur des droits; discrimination; égalité; étranger.

## Z

**Zonage**: acte; aménagement du territoire; développement durable; environnement; procédure; urbanisme; zonage.

Zone: acte; aménagement du territoire; développement durable; environnement; Etat; procédure; urbanisme; zonage.

Zone de desserte: Académie.

Zone rurale: Accès (au service public); Service public.

Zone urbaine: Politique de la ville.